

06 Industrie et services Neuchâtel, octobre 2024

# Portrait des PME suisses, de 2011 à 2022

Les petites et moyennes entreprises (PME) font battre le pouls de l'économie suisse. Elles génèrent deux tiers des emplois et concentrent plus de 99% des entreprises marchandes. La Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) offre un niveau de détail élevé et permet de dresser un portrait approfondi des PME suisses. La part et la structure des PME varient fortement en fonction des activités économiques et des régions géographiques. Entre 2011 et 2022, les PME ont gardé une importance et une répartition géographique stables. La proportion des entreprises de moins de 10 emplois a toutefois augmenté. Ainsi, les PME de très petite taille sont toujours plus nombreuses, en particulier dans les centres urbains. En outre, les places de travail dans les PME ont de plus en plus tendance à être occupées par des femmes. Finalement, la taille de l'entreprise et l'appartenance à un groupe multinational jouent un rôle déterminant dans l'intégration des PME aux chaînes de valeur mondialisées.

## Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) font l'objet d'une publication annuelle depuis l'année de référence 2014. La présente analyse repose sur les résultats de la Statistique structurelle des entreprises (STATENT), disponibles pour les années de référence 2011 à 2022. Les dernières années de cette série ont été marquées par l'influence de la pandémie de COVID-19 sur l'économie suisse et son marché du travail. Les chiffres relatifs à cette période permettent de mettre en exergue la manière de

### **Définitions**

Les effets de la crise ne se répercutent que partiellement dans la STATENT. En effet, de nombreuses entreprises ont eu recours aux mesures de soutien mises en place par les autorités, visant à maintenir les relations de travail. Ainsi, les emplois ont été pérennisés grâce aux indemnités en cas de réduction d'horaire de travail (RHT). La STATENT reposant sur les relations contractuelles impliquant un versement de cotisations AVS, elle ne reflète pas nécessairement les baisses d'activités dues aux restrictions imposées à la bonne marche de l'appareil de production (interdiction de pratiquer, par exemple). Seules les ruptures de contrats y indiquent une diminution du niveau de l'emploi.

laquelle les PME ont été impactées par la crise, quel type de PME a le mieux absorbé le choc et dans quelle mesure celui-ci a des effets sur l'évolution de l'emploi.

Par rapport à l'année précédente, la publication inclut également un nouveau chapitre sur la place des femmes au sein de l'effectif PME.

## **Terminologie**

La comptabilité nationale constitue le cadre de référence de la présente analyse. Elle offre une terminologie spécifique qui classe les unités formant le tissu économique suisse dans différentes catégories. Ainsi, les unités peuvent être définies en tant qu'unités «marchandes» ou «non marchandes» et appartenir au secteur dit «privé» ou «public». Ces éléments sont brièvement présentés ci-dessous:

- on considère qu'une unité est marchande lorsqu'elle produit des biens et services qui sont mis sur le marché à des prix qui couvrent en grande partie les coûts de production. La production non marchande est celle qui est fournie gratuitement ou à des prix qui ne couvrent pas une part significative des coûts. D'une manière générale, on considère que les prix ne couvrent pas les coûts si les recettes provenant de la vente représentent moins de 50% des coûts de fabrication.
- on considère qu'une unité fait partie du secteur public lorsqu'elle est contrôlée par les pouvoirs publics. Le contrôle passe souvent, mais pas nécessairement seulement, par la détention d'une part significative du capital-actions. Il est important de relever ici qu'une unité publique peut être active sur un marché concurrentiel et être, de ce fait, un producteur marchand¹.

Le classement possible des différentes unités est donné dans le tableau T1 ci-dessous. Les PME appartiennent à la catégorie des producteurs marchands. Cette catégorie, surlignée en gris dans la partie supérieure du tableau T1, délimite le champ d'analyse de cette publication.

En se concentrant sur les unités marchandes, la présente analyse couvre la très grande majorité des unités (97,3%) et emplois (85,6%) suisses.

Finalement, les unités marchandes peuvent être subdivisées entre différentes classes de taille en fonction du nombre d'emplois. Cette classification permet de distinguer les PME des grandes entreprises. L'OFS définit les PME comme des unités marchandes occupant moins de 250 personnes². Les PME comprennent ainsi les microentreprises, petites et moyennes entreprises (voir tableau T3).

#### Unités marchandes et non marchandes selon le secteur

T1

Secteur		Définition	Exemples
Marchand	privé	Entreprise privée	Entreprises privées actives dans le commerce de détail
	public	Entreprise publique	Banque nationale suisse, banques cantonales, assurance-accidents
Non marchand	privé	Institution sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	Partis politiques, syndicats, associations de consommateurs, paroisses et associations religieuses
	public	Administration	Administrations fédérales/cantonales/communales, protection civile, services du feu et de secours

Source: OFS - Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2024

#### Nombre d'unités et d'emplois par secteur, en 2022

T2

Secteur		Unités		Emplois	
		Abs.	En %	Abs.	En %
Marchand	privé	619 217	97,2	4 508 015	81,1
	public	729	0,1	250 245	4,5
Non marchand	privé	12 679	2,0	207 780	3,7
	public	4 408	0,7	595 061	10,7

Source: OFS - Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2024

#### Définition des classes de taille

Т3

Grandes entreprises	250 emplois et plus
Moyennes entreprises	50 à 249 emplois
Petites entreprises	10 à 49 emplois
Microentreprises	moins de 10 emplois
Petites et moyennes entreprises (PME)	1 à 249 emplois
Classes de taille PME	Définition

© OFS 2024

Il convient de préciser que la délimitation de ces unités se fonde ici sur les formes juridiques. Ces dernières sont un proxy pour estimer le contrôle, faute de données adéquates et exhaustives pour chiffrer la part des administrations publiques dans le capital-actions des différentes entreprises. Concrètement, les entreprises publiques marchandes sont constituées des unités ayant les formes juridiques suivantes: instituts de droit public, entreprises cantonales, de district, communales et entreprises publiques d'une corporation de droit public.

La définition des PME peut reposer sur différents critères. Outre le nombre de personnes, l'Union européenne utilise deux autres critères (au choix): le chiffre d'affaires annuel (limité à 50 millions d'euros maximum), ou le total du bilan (avec un plafond fixé à 43 millions d'euros). Pour plus d'informations sur la définition des PME au niveau européen, voir: https://single-market-economy.ec.europa.eu/smes/sme-fundamentals/sme-definition\_en

## Nombre d'entreprises et d'emplois par classes de taille, en 2022

	Entreprises			Emplois								
	2011	2011		2021		2022		2011			2022	
	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %	Abs.	En %
Total	546 912	100,0	609 518	100,0	619 946	100,0	4 215 501	100,0	4 633 528	100,0	4 758 260	100,0
Petites et moyennes entreprises (PME)	545 400	99,7	607 820	99,7	618 170	99,7	2 873 193	68,2	3 099 937	66,9	3 159 855	66,4
– Microentreprises	489 179	89,4	547 074	89,8	556 360	89,7	1 117 158	26,5	1 182 353	25,5	1 191 596	25,0
– Petites entreprises	47 758	8,7	51 412	8,4	52 191	8,4	917 778	21,8	989 490	21,4	1 008 744	21,2
– Moyennes entreprises	8 463	1,6	9 334	1,5	9 619	1,6	838 257	19,9	928 094	20,0	959 515	20,2
Grandes entreprises	1 512	0,3	1 698	0,3	1 776	0,3	1 342 308	31,8	1 533 591	33,1	1 598 405	33,6

Source: OFS - Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2024

## Record de croissance de l'emploi battu

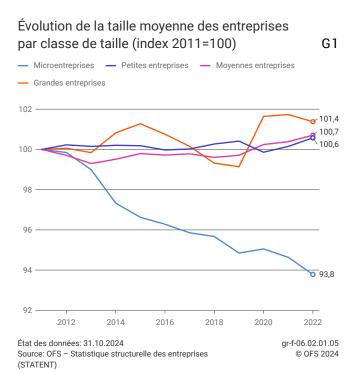
En 2022, la Suisse compte un peu moins de 620 000 entreprises marchandes pour environ 4,75 millions d'emplois. Ces chiffres sont en progression sur 2022 (emploi: +124 732; nombre d'entreprises: +10 428), après une année 2021 déjà caractérisée par une forte augmentation. Ces gains concernent plus les grandes entreprises (+4,6% d'entreprises et +4,2% d'emplois) que les PME (+1,7% d'entreprises et +1,9% d'emplois).

99,7% des entreprises ont moins de 250 emplois et sont donc définies comme PME. Deux tiers des emplois suisses (66,4%) se concentrent au sein des PME. Ces proportions sont relativement stables entre 2011 et 2022 (voir tableau T4). Si l'on s'attarde sur les classes de taille au sein des PME, on relève une légère baisse de la part de microentreprises en termes d'emplois (–0,49 pp) entre 2021 et 2022.

Sur la période 2011 à 2022, la taille moyenne des microentreprises baisse (2020 excepté) alors que les autres classes de taille conservent une taille moyenne globalement stable. On peut toutefois relever que la taille moyenne des grandes entreprises a augmenté en 2020 et s'est stabilisée ensuite. L'évolution contrastée de la taille moyenne entre classes de taille est représentée dans le graphique G1.

Après cette première vue d'ensemble, il s'agit de mettre en évidence l'évolution des PME et leurs apports à la croissance du nombre d'entreprises et d'emplois. Le graphique G2 décompose, dans sa partie supérieure, la contribution à la croissance du nombre d'entreprises et dans sa partie inférieure celle du nombre d'emplois par classe de taille.

Sur la période 2011 à 2019, l'évolution est positive tant au niveau des entreprises que des emplois. La croissance du nombre d'entreprises est presque uniquement attribuable aux microentreprises alors que celle du nombre d'emplois est répartie de façon plus homogène entre les PME et les grandes entreprises. Depuis 2016, on observe que le nombre de grandes entreprises s'accroît sans toutefois contribuer véritablement à l'évolution en termes d'unités, du fait de leur faible proportion. Par contre, le dynamisme des grandes entreprises se manifeste bien plus sur la contribution à la croissance de l'emploi. Ceci

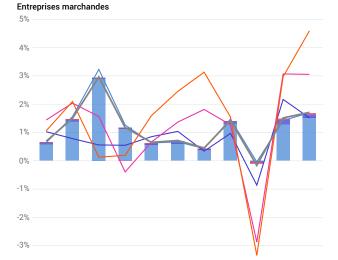


s'explique par un poids non négligeable (32,9% en 2019) dans l'emploi total combiné à une hausse davantage prononcée dans les grandes entreprises que dans les autres classes de taille.

Entre 2019 et 2020, le nombre d'entreprises et d'emplois (excepté ceux des microentreprises) a chuté dans toutes les classes de taille. Cette diminution fut de courte durée. Les années 2021 et 2022 se caractérisent par une expansion dans toutes les classes de taille. Ces années ont même la croissance de l'emploi la plus élevée jamais mesurée depuis 2011. En 2022, l'emploi (+4,2%) et le nombre d'entreprises (+4,6%) ont le plus fortement augmenté dans les grandes entreprises. Le rebond en 2021 se prolonge ainsi en 2022.

## Contribution à la croissance du nombre d'entreprises marchandes et d'emplois selon la classe de taille, de 2012 à 2022





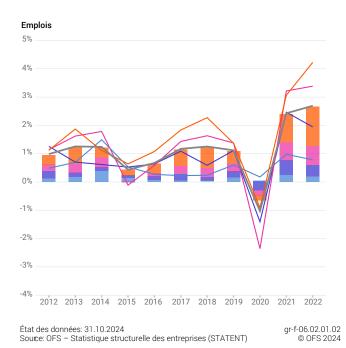
2017 2018

2019

2020

2021 2022

2012 2013 2014 2015 2016



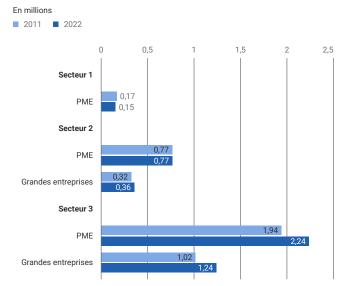
# Le secteur secondaire résiste à la désindustrialisation

G2

Après avoir évalué l'importance des PME au fil des dernières années, une analyse de leur évolution au sein des différents secteurs économiques est proposée ici.

Si l'on s'attarde sur l'évolution 2011 à 2022 (voir graphique G3), les PME et les grandes entreprises du secteur tertiaire gagnent respectivement 297 402 et 224 665 emplois, rajoutant ainsi plus de 520 000 emplois au secteur des services. Dans le secteur secondaire, l'emploi augmente mais de manière plus modeste avec quelques 33 062 emplois supplémentaires sur la même période. L'évolution positive dans ce secteur est toutefois contrastée. En effet, les PME ne participent qu'à hauteur de 5% dans cet accroissement (+1650 emplois) alors que les grandes entreprises se taillent la part du lion avec 95% (+31 412 emplois). En décomposant l'évolution des PME du secteur secondaire entre la situation avant et pendant la crise pandémique, l'emploi diminue de 0,15% en taux de croissance annuel moyen de 2011 à 2019. La tendance s'inverse entre 2019 et 2022 (+0,47%). Ainsi, l'emploi des PME dans le secteur secondaire a augmenté de 10 635 postes de travail entre 2019 et 2022. Ce résultat qui compense, en trois ans seulement, la somme des pertes sur la période 2011 à 2019, peut témoigner d'un certain regain d'intérêt de l'industrie ces dernières années. Quant au secteur primaire, la tendance est à la baisse avec un recul de près de 12 400 emplois entre 2011 et 2022. Ce secteur est composé quasi-exclusivement de petites unités de moins de 250 emplois.

# Évolution et répartition des emplois par secteur économique et classe de taille, 2011 et 2022 G3



Remarque: Pour plus de lisibilité la catégorie des grandes entreprises du secteur primaire est absente (moins de 400 emplois).

État des données: 31.10.2024 Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) gr-f-06.02.01.06 © OFS 2024 Sur l'ensemble de la période 2011 à 2022, la hausse d'emplois est plus forte pour les PME que pour les grandes entreprises. Toutefois, cette progression du nombre de places de travail dans les PME se limite au secteur tertiaire en très grande majorité contrairement aux grandes entreprises. Ces dernières comptabilisent davantage d'emplois dans tous les trois secteurs économiques. Ceci entraine une tertiarisation de l'économie, globalement plus marquée au sein des PME.

Une analyse plus fine au niveau des activités économiques<sup>3</sup> permet d'expliquer les différentes évolutions sectorielles présentées ci-dessus.

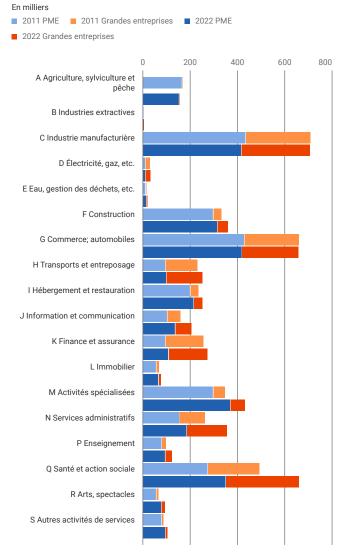
# La «santé et action sociale» dépasse le «commerce»

En 2011, l'«industrie manufacturière» et le «commerce» concentraient le plus d'emplois. Comme l'indique le graphique G4, en 2022, la «santé et action sociale» (659 901) dépasse le «commerce» (657 857). Cette désormais deuxième branche du pays a la plus forte progression absolue de l'emploi entre 2011 et 2022. En effet, plus de 167 000 emplois supplémentaires y ont été créés durant cette période. Tant les PME (+76 201 emplois) que les grandes entreprises (+91 014 emplois) ont contribué au dynamisme de la branche. Avec une part relative de 13,9%, la «santé et action sociale» se rapproche ainsi de l'«industrie manufacturière» et pourrait devenir le premier employeur du pays si la tendance se poursuit dans les années à venir.

En 2022, le domaine de la santé et de l'action sociale a gagné des emplois principalement dans les «activités pour la santé humaine» (NOGA 86: +8173). La moitié de cette augmentation provient des PME à travers notamment les «autres activités pour la santé humaine<sup>4</sup>» (NOGA 8690: +3603). Les grandes entreprises, elles, gagnent de l'emploi plutôt dans les «activités hospitalières» (NOGA 8610: +4067) et l'«hébergement médicalisé» (NOGA 8710: +4814). Cela souligne un dynamisme accru du domaine de la santé qui est supporté tantôt par des PME, tantôt par des grandes entreprises, chacune dans leurs activités de prédilection.

Dans l'«industrie manufacturière», l'évolution est particulièrement contrastée depuis 2011. Des pertes d'emplois importantes sont comptabilisées dans la «fabrication d'équipements électriques» (NOGA 27, –8246 emplois) ainsi que dans l'«imprimerie et reproduction d'enregistrements» (NOGA 18, –10 154). À contrario, dans la «fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques» (NOGA 26), les effectifs ont augmenté de près de 7000 emplois malgré un recul de quelque 4550 places de travail dans les PME. Cette branche économique inclut notamment l'«horlogerie» (NOGA 2652) où les PME perdent 1428 emplois et les grandes entreprises gagnent 8048 emplois.

# Répartition des emplois par activité économique et classe de taille, en 2011 et 2022 G4



État des données: 31.10.2024 Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) gr-f-06.02.01.07 © OFS 2024

Certaines branches affichent néanmoins des augmentations d'emploi également pour les PME. Les effectifs ont progressé de 7500 emplois dans l'«industrie alimentaire» (NOGA 10) dont 4959 emplois pour les PME. Finalement, l'industrie pharmaceutique (NOGA 21) a créé quelques 11 276 places de travail supplémentaires entre 2011 et 2022, dont 1952 pour les PME.

Il convient toutefois de relever que, sans les branches de l'alimentaire et de la pharma, particulièrement dynamiques depuis 2011, l'évolution de l'emploi de l'ensemble des PME du secteur secondaire serait négative sur l'ensemble de la période.

<sup>3</sup> Les activités économiques sont définies dans la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA). Pour plus d'informations sur les niveaux de classification et les codes utilisés, consulter: https://www.kubb-tool.bfs. admin.ch/fr

Cette catégorie NOGA inclut notamment les «autres activités paramédicales» (NOGA 869005: +790 emplois), la «physiothérapie» (NOGA 869002: +988 emplois), la «psychothérapie et psychologie» (NOGA 869001: +993 emplois).

Dans la branche du «commerce», les effectifs sont en recul pour les PME. Plus de 11 000 postes ont été supprimés dans le «commerce de détail» (NOGA 47) et le «commerce de gros» (NOGA 46) entre 2011 et 2022. Ces pertes d'emplois concernent principalement les domaines de l'«habillement» (NOGA 4771), le «commerce de détail de matériels audio/vidéo» (NOGA 4743) ou encore du «commerce de détail de meubles, appareils d'éclairage et autres articles de ménage» (NOGA 4759). Cela dénote un certain effritement des petits commerces de proximité.

À l'inverse, les grandes entreprises actives dans le «commerce de gros» (NOGA 46, +9687 emplois) et dans le «commerce et réparation d'automobiles et motocycles» (NOGA 45, +2488 emplois) affichent des évolutions positives sur l'ensemble de la période.

Après le fort recul de l'emploi (–25 560 emplois) de l'«hébergement et restauration» (NOGA 55 et 56) en 2020 et le rebond de l'année 2021 (+10 582 emplois), l'année 2022 s'inscrit dans l'intensification de la reprise avec un engagement de main d'œuvre encore très conséquent (+17 689 emplois). Il s'agit de la plus forte évolution positive de l'emploi depuis 2011 (+7,6%). Quant aux «transports aériens» (NOGA 51) et aux «activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes» (NOGA 79), ces branches ont subi, en 2020 et 2021, deux années consécutives de baisse d'emplois. L'année 2022 marque le retour des beaux jours pour ces deux branches avec une vigoureuse croissance +9,5% pour les agences de voyages et +3,8% pour les «transports aériens», soit un décalage d'une année par rapport à la reprise constatée dans la plupart des activités économiques.

Ces reprises de croissance non synchronisées entres les différentes branches économiques sont probablement liées à la modulation des restrictions sanitaires gouvernementales.

## Les femmes de plus en plus actives dans les PME

Selon une publication récente de l'OFS sur la mise en œuvre de la Stratégie pour le développement durable 2030<sup>5</sup>, le taux d'activité professionnelle des femmes augmente globalement depuis la fin des années 1990. Cette tendance est analysée plus en détail ici grâce aux données de la STATENT, disponible pour la période 2011 à 2022.

D'une manière générale, on observe que la part des emplois occupés par des femmes a légèrement augmenté entre 2011 (43,19%) et 2022 (43,75%). La hausse est plus forte dans le PME (+0,6 pp) que dans les grandes entreprises (+0,2 pp). Entre 2011 et 2022, les progressions les plus marquées de l'emploi des femmes sont relevées pour les PME actives dans les branches de l'enseignement» (NOGA 85, +1,9 pp) et les «activités immobilières» (NOGA 68, +1,9 pp). À l'inverse, l'enbergement et restauration» (NOGA 55 et 56) a vu sa part diminuer (-4,4 pp) sur la même période.

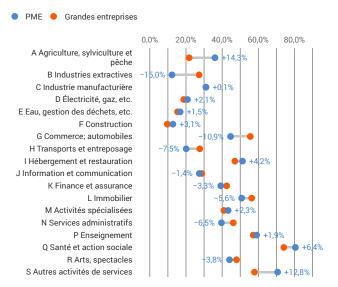
La part des femmes dans l'emploi est également variable selon la section économique. En 2022, 8 emplois sur 10 des PME de la «santé et action sociale» sont occupés par des femmes. La proportion est de 75%, dans les grandes entreprises. Il s'agit de la section économique qui emploie le plus de femmes. À l'autre extrémité, dans la branche de la «construction», la part des emplois occupés par des femmes est de 12,8% pour les PME et de 9,7% pour les grandes entreprises.

Deux branches se distinguent par une part d'emploi des femmes très différente selon qu'on s'intéresse aux PME ou aux grandes entreprises. Dans le «commerce: automobiles», la part des emplois occupés par des femmes dans les PME est inférieur de 10,9 points de pourcentage à celui des grandes entreprises. À l'inverse, les PME de la branche «agriculture, sylviculture et pêche» ont une part d'emplois occupés par des femmes de 14,3 points de pourcentage plus élevé que dans les grandes entreprises.

En résumé, on observe que l'économie marchande suisse se féminise depuis 2011, mais que cette évolution n'est pas uniforme selon les branches économiques et la taille des entreprises.

# Part des emplois occupés par des femmes, en 2022

G5

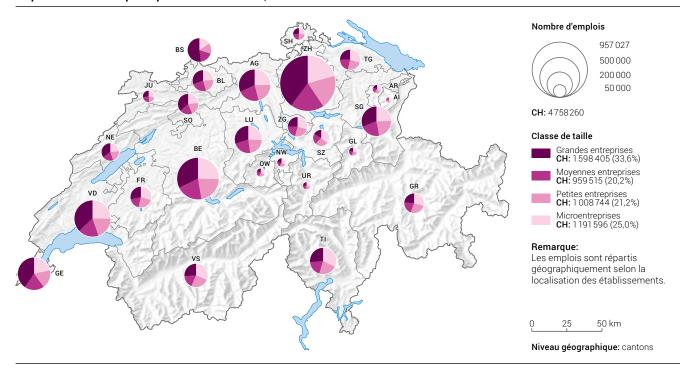


La valeur indique la différence absolue entre les PME et les grandes entreprises.

État des données: 31.10.2024 Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) gr-f-06.02.01.08 © OFS 2024

<sup>\*</sup>Annexe statistique au Rapport intermédiaire sur la mise en œuvre de la Stratégie pour le développement durable 2030», OFS, 2024, disponible via: https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees/publications.assetdetail.28725643.html

## Répartition des emplois par classe de taille, en 2022



Source: OFS - Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2024

# Des centres urbains particulièrement dynamiques

Cette section propose une analyse de la répartition régionale des PME et de leurs emplois. Une PME a un siège juridique enregistré géographiquement à un endroit. Toutefois pour exercer son activité, elle peut disposer de plusieurs établissements qui peuvent être localisés en Suisse en différents emplacements. Ici, il s'agit de prendre en compte le lieu où les personnes travaillent effectivement. Ce dernier peut être différent du siège juridique de l'entreprise.

La part des PME est très forte dans tous les cantons, et ce de façon relativement homogène. Toutefois, la situation est plus contrastée au niveau des emplois (voir graphique G6).

Les cantons à caractère urbain (par exemple: Bâle-Ville ou Genève) se distinguent des cantons à caractère rural (par ex: Appenzell Rhodes-Intérieures ou Schwyz). Les premiers ont une plus forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises, dont le siège n'est pas nécessairement situé dans le même canton. Les seconds ont des emplois principalement dans les microentreprises et les petites entreprises, dont le siège est généralement situé dans le même canton.

Si on considère l'évolution de la structure des PME selon le type de communes (voir tableau T5), on observe un attrait grandissant des microentreprises pour les communes à caractère «urbain»<sup>6</sup>. En effet, la part des microentreprises dans les centres urbains augmente de 2,1 points de pourcentage entre 2011 et 2022, alors que cette part reste stable ou diminue pour les autres types d'entreprises.

Il est intéressant de relever que plus l'entreprise est grande, plus son emploi se trouve dans les communes urbaines. 86% des emplois des grandes entreprises sont dans des centres urbains. Cette part est de 68% pour les PME. Par ailleurs, la part de l'emploi des grandes entreprises dans les centres urbains a augmenté de +1,3 pp entre 2011 et 2022. On note ainsi une concentration accrue de l'emploi sur les centres urbains pour ce type d'unité.

Les centres urbains révèlent donc un réel attrait aussi bien pour le nombre grandissant des microentreprises que pour l'accroissement des emplois des grandes entreprises.

## Les entreprises de plus de 10 emplois règnent sur le commerce extérieur de biens

Petit pays en plein cœur de l'Europe, la Suisse est confrontée au défi des chaînes de valeurs mondialisées. Elle tire parti d'une économie prospère, marquée par un dynamisme avéré sur les marchés internationaux, avec notamment une balance commerciale traditionnellement positive. Dans cet environnement, les groupes multinationaux d'entreprises occupent une place centrale de par leurs structures transnationales. Qu'en est-il des PME suisses? Ce chapitre s'intéresse à la taille des entreprises dans le commerce extérieur de biens. À cette fin, les données

La définition d'une commune à caractère urbain est basée sur la typologie des communes de l'OFS. Plus d'informations sont disponibles à l'adresse suivante: https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/espace-environnement/nomenclatures/gemtyp.assetdetail.415709.html

Classe de taille	Typologie de commune	Entreprises		Emplois		
		2011	2022	2011	2022	
	Urbain	60,1%	62,0%	46,4%	45,5%	
PME	Rural	18,5%	18,3%	12,4%	12,0%	
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	16,8%	15,8%	9,4%	8,9%	
	Urbain	51,0%	53,1%	16,2%	15,7%	
Microentreprises	Rural	16,3%	16,2%	5,3%	4,9%	
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	15,3%	14,4%	5,0%	4,4%	
	Urbain	6,7%	6,4%	15,2%	14,9%	
Petites entreprises	Rural	1,7%	1,6%	4,0%	3,8%	
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	1,2%	1,1%	2,6%	2,5%	
	Urbain	2,4%	2,5%	15,0%	14,9%	
Moyennes entreprises	Rural	0,5%	0,5%	3,1%	3,3%	
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	0,3%	0,3%	1,8%	2,0%	
	Urbain	3,5%	3,1%	27,5%	28,8%	
Grandes entreprises	Rural	0,7%	0,5%	3,0%	3,3%	
	Intermédiaire (périurbain dense et centres ruraux)	0,4%	0,3%	1,3%	1,5%	
		100%	100%	100%	100%	

Source: OFS - Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2024

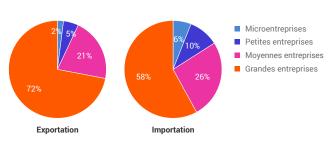
de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) permettent d'identifier les entreprises exportatrices/importatrices ainsi que les valeurs des transactions.

Le graphique G7 montre l'importance des grandes entreprises dans le commerce extérieur de biens. Elles génèrent à elles seules plus de la moitié de la valeur, exprimée en francs, des échanges de biens entre la Suisse et l'étranger, avec une proportion de 72% à l'exportation et de 58% à l'importation. À l'inverse, toutes tailles confondues, les PME contribuent à plus de 40% du volume des imports et près de 28% des exports. Ces résultats attestent que les PME jouent un rôle non négligeable dans le commerce extérieur de biens. Toutefois, la participation dépend du nombre d'emplois. Les moyennes entreprises ayant les plus grandes parts (21% des exportations et 26% des importations) au sein des PME, suivies des petites et enfin des microentreprises. Un premier constat peut donc être établi entre la taille et la valeur des importations et exportations de biens. Le commerce extérieur de biens est principalement en mains des entreprises de plus de 10 emplois.

Afin de prendre la pleine mesure de l'importance des PME dans les échanges commerciaux avec l'étranger, il est nécessaire d'aller un pas plus loin en considérant les caractéristiques des unités importatrices et exportatrices indépendamment des montants absolus des transactions. À cette fin, le graphique G8 distingue les entreprises qui réalisent au moins une exportation ou une importation de biens avec l'étranger de celles qui n'en réalisent aucune.

# Quotepart des valeurs des exportations et importations de biens par classe de taille, en 2022

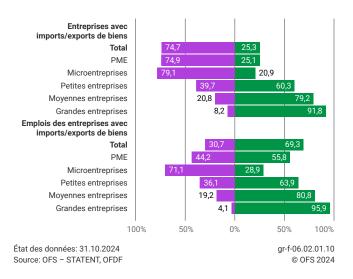
G7



État des données: 31.10.2024 Source: OFS – STATENT, OFDF gr-f-06.02.01.09 © OFS 2024

On voit dans le graphique G8 qu'il existe une relation positive entre la taille des entreprises et la participation directe au commerce extérieur de biens. En Suisse, un quart de toutes les entreprises (25,3%) échange avec l'étranger via au moins une exportation ou une importation de biens. Toutefois, ces entreprises représentent plus de deux tiers (69,3%) de l'ensemble des emplois de l'économie marchande.





À partir de 10 emplois, toutes les classes de taille comptent une majorité d'entreprises ayant une activité liée directement<sup>7</sup> au commerce extérieur de marchandises. La quasi-totalité des grandes entreprises (91,8% des unités regroupant 95,9% des emplois) participent aux exportations et importations de biens.

Plus l'entreprise est grande, plus la probabilité de commerce avec l'étranger est grande. La classe de taille est donc un facteur important pour échanger avec l'étranger.

# Les PME membres d'un groupe multinational échangent plus avec l'étranger

Après avoir identifié l'importance de la taille de l'entreprise comme caractéristique essentielle des entreprises faisant le commerce extérieur de biens, il est proposé de poursuivre l'analyse en ajoutant l'effet de l'appartenance à un groupe. Selon une publication récente de l'OFS sur le comportement des groupes d'entreprises<sup>8</sup>, environ 90% des transactions du commerce extérieur de biens (en francs suisses) sont réalisés par des entreprises appartenant à un groupe multinational. Dans quelle mesure les PME suisses appartiennent-elles à un groupe multinational? Le cas échéant, sont-elles relativement plus actives dans le commerce extérieur de biens que les autres PME?

#### Types des groupes

Source: OFS - STATENT, STAGRE

Туре	Définition
Indépendant	Entreprise appartenant à aucun groupe d'entreprises
Membre d'un groupe	Entreprise appartenant à un groupe d'entreprises
Groupe multinational d'entreprises sous contrôle étranger abrégé par groupe multinational étranger	Groupe dont au moins un membre est en Suisse et la tête du groupe est à l'étranger
Groupe multinational d'entreprises sous contrôle suisse abrégé par groupe multinational suisse	Groupe dont au moins un membre est à l'étranger et la tête du groupe est en Suisse
Groupe d'entreprises purement domestique abrégé par groupe purement domestique	Groupe dont tous les membres sont établis en Suisse

T6

© OFS 2024

Pour répondre à ces questions, les données disponibles dès 2014 de la statistique des groupes d'entreprises (STAGRE), qui fournit la structure et le périmètre des groupes d'entreprises, sont ajoutées à l'analyse. Les PME sont alors considérées dans une dimension plus globale et sont classées selon une terminologie spécifique (tableau T6) en fonction de leur appartenance ou non à un groupe et du type de groupe.

La répartition des entreprises et emplois exprimée selon l'appartenance à un groupe (voir tableau T7) montre que le tissu économique suisse est majoritairement composé de PME indépendantes (94,7%). Ainsi, seulement environ une PME sur 20 fait partie d'un groupe d'entreprises. L'image est différente lorsqu'on s'intéresse au nombre d'emplois au sein des PME membres d'un groupe. On y trouve en effet près d'un emploi sur 6 (soit 16%). Toutefois, l'évolution depuis 2014 est contrastée selon le type de groupe auquel les PME appartiennent. L'emploi est stable au sein des PME appartenant à un groupe purement domestique (+1%), tandis qu'il augmente de manière considérable pour les PME membre d'un groupe multinational suisse (+29%). 70% de cette augmentation peut être qualifiée d'exogène, par exemple à travers un rachat d'une PME indépendante par un groupe multinational suisse.

Avec deux tiers du volume des échanges, les grandes entreprises dominent le commerce international de biens. Toutefois, dans le tiers restant attribuable à l'ensemble des PME, près de 8 fr. sur 10 est réalisée par des PME faisant partie d'un groupe. Vues sous cet angle, les PME indépendantes ont un rôle marginal (6,6% du volume des échanges) alors qu'elles représentent presque 95% des entreprises et la moitié des emplois (50,4%).

Les entreprises qui ne réalisent aucune importation ou exportation de biens avec l'étranger peuvent évidemment avoir un lien indirect avec le commerce extérieur de biens. Notamment en fournissant des activités de soutien ou des marchandises à des entreprises qui agissent directement sur le commerce extérieur de biens. Dans le cadre de la présente publication, ces entreprises sont considérées comme des entreprises sans activités d'imports/exports de biens.

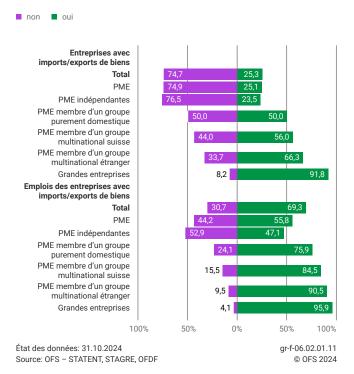
<sup>8 «</sup>Portrait des groupes d'entreprises en Suisse 2014–2022», OFS, 2023, disponible via: https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees/publications.assetdetail.29025312.html

Туре	Entreprises			Emplois			Emplois moyens	Importations et exportations	
	Nombre	En %	Changement en % depuis 2014	Nombre	En %	Changement en % depuis 2014		En millions de francs	En %
Total entreprises marchandes	619 946	100,0	+7,7	4 758 260	100,0	+9,0	7,7	643 661	100,0
PME:	618 170	99,7	+7,7	3 159 855	66,4	+6,5	5,1	222 165	34,5
– Indépendant	587 333	94,7	+6,9	2 399 705	50,4	+4,6	4,1	42 205	6,6
— Membre d'un groupe purement domestique	12 260	2,0	+18,8	258 213	5,4	+1,0	21,1	13 771	2,1
– Membre d'un groupe multinational suisse	10 141	1,6	+49,2	275 875	5,8	+29,0	27,2	48 112	7,5
– Membre d'un groupe multinational étranger	8 436	1,4	+15,0	226 062	4,8	+12,2	26,8	118 078	18,3
Grandes entreprises	1 776	0,3	+13,7	1 598 405	33,6	+14,3	900,0	421 496	65,5

Source: OFS - STATENT, STAGRE, OFDF © OFS 2024

Si l'on compare à présent la part des entreprises qui prennent part au commerce extérieur selon l'appartenance à un groupe, le graphique G9 permet d'illustrer davantage ce contraste entre les PME indépendantes et celles membres d'un groupe. Seuls 23,5% des PME indépendantes échangent des biens sur le marché international. Cette proportion est au minimum deux fois plus élevée pour les PME membres d'un groupe.

Répartition des entreprises et des emplois en fonction de la participation au commerce extérieur de biens par type de groupe, en 2022 G9



Une comparaison entre les entreprises membres d'un groupe multinational suisse et celles contrôlées par un groupe étranger montre un résultat intéressant. Il y a 20% en plus de PME membres d'un groupe multinational suisse que de PME membres d'un groupe multinational étranger. L'emploi moyen est similaire pour ces PME au sein de groupes multinationaux suisses (27,2) et étrangers (26,8). Cependant, le volume des échanges est inférieur de 59% pour les PME au sein de groupes multinationaux suisses. Plus de la moitié des échanges des PME avec l'étranger est le fruit de PME membres de groupes multinationaux étrangers.

On peut ainsi conclure que les PME suisses sont relativement peu contrôlées par des groupes, mais lorsque cela arrive, elles sont en moyenne plus grandes et ont un poids dans le commerce extérieur de marchandises bien plus significatifs. Vu sous cet angle, l'appartenance à un groupe joue un rôle déterminant pour les PME. En particulier, les PME au sein d'un groupe multinational étranger se distinguent par le grand volume d'échanges de marchandises à l'international.

Les parties qui précèdent ont analysé le commerce extérieur des PME suisses. Il ressort de cette analyse que non seulement la taille de l'entreprise mais aussi l'appartenance à un groupe jouent un rôle notable dans les échanges internationaux de biens. Si dans cette analyse, on a mis en évidence ces deux facteurs importants, il n'en reste pas moins qu'il peut y avoir de multiples autres raisons qui amènent une entreprise à faire du commerce de biens avec l'étranger.

Une analyse de la structure des unités exportatrices/importatrices par activité économique montre que, dans certaines branches, une proportion importante de PME indépendantes échange des biens avec l'étranger. Par conséquent, le critère de l'appartenance à un groupe ne doit pas être considéré comme un facteur «sine qua non». Toutefois, on relève que ces mêmes PME indépendantes, actives à l'import/export, ont une taille moyenne relativement plus grande que les PME indépendantes qui n'effectuent aucun échange de biens.

## Répartition des entreprises par classes de taille pour une sélection de pays, en 2022

Pays	Microentreprises	Petites entreprises	Moyennes entreprises	PME	Grandes entreprises	Nombre d'entreprises
Grèce	94,4%	5,0%	0,5%	99,9%	0,1%	757 825
Portugal	95,4%	3,9%	0,6%	99,9%	0,1%	1 019 630
Italie	94,3%	5,0%	0,6%	99,9%	0,1%	3 737 105
République slovaque	97,2%	2,2%	0,5%	99,9%	0,1%	548 439
Hongrie	95,4%	3,9%	0,6%	99,9%	0,1%	764 082
Pays-Bas	96,2%	3,1%	0,6%	99,9%	0,1%	1 499 001
France	95,1%	4,2%	0,6%	99,9%	0,1%	3 508 194
Espagne	94,2%	5,0%	0,7%	99,9%	0,1%	2 705 092
Belgique	95,9%	3,4%	0,6%	99,9%	0,1%	724 648
Türkiye	94,0%	5,0%	0,8%	99,8%	0,2%	3 472 557
Pologne	95,2%	3,9%	0,7%	99,8%	0,2%	2 164 959
Slovénie	94,4%	4,6%	0,8%	99,8%	0,2%	160 897
Lettonie	91,2%	7,3%	1,3%	99,8%	0,2%	107 254
Finlande	94,2%	4,7%	0,9%	99,8%	0,2%	340 290
Croatie	92,2%	6,6%	1,0%	99,8%	0,2%	195 142
Norvège	91,8%	6,9%	1,1%	99,8%	0,2%	324 721
Autriche	89,2%	9,1%	1,4%	99,7%	0,3%	416 986
Danemark	89,4%	8,6%	1,7%	99,7%	0,3%	246 939
Suisse	86,9%	10,9%	1,9%	99,7%	0,3%	383 290
Allemagne	83,6%	13,8%	2,2%	99,6%	0,4%	2 571 460
Luxembourg	86,5%	10,8%	2,2%	99,5%	0,5%	35 006

Source: OCDE - SDBS (Structural Business Statistics); OFS - STATENT

© OFS 2024

Parmi les branches qui ont un poids important dans le commerce extérieur de biens, on peut mentionner le «commerce de gros» (NOGA 46). Cette activité économique compte près de 16 850 PME indépendantes dont les deux tiers (66,1%) échangent des biens avec l'étranger.

Quelques activités présentent le même profil que le commerce de gros avec une forte proportion de PME indépendantes, relativement grandes et menant des activités d'importation et exportation de biens. Cette configuration se retrouve dans les branches telles que la «fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques» (NOGA 26), notamment l'«horlogerie» (NOGA 2652), la «fabrication de machines et équipements n.c.a.» (NOGA 28), l'«industrie chimique» (NOGA 20), ou encore le «commerce de détail» (NOGA 47).

Pour échanger à l'international, l'importance de l'appartenance à un groupe ou la taille de l'entreprise varie selon le secteur d'activités de l'entreprise. Ainsi, les PME indépendantes peuvent être également très actives dans le commerce de marchandises.

# Les PME suisses sensiblement plus grandes en comparaison internationale

Au niveau international<sup>9</sup>, les PME représentent la grande majorité des entreprises. Ainsi, en 2022, la part des PME dans l'économie marchande est supérieure ou égale à 99,5%<sup>10</sup> dans l'ensemble des pays considérés (voir tableau T8). Ces derniers présentent toutefois des structures par classe de taille PME différentes. Avec une proportion de 86,9% de microentreprises, la Suisse figure au côté de l'Allemagne (83,6%) et du Luxembourg (86,5%) parmi les pays ayant le moins de microentreprises. À contrario, la Suisse possède davantage de petites et moyennes entreprises.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Les données proviennent de la base de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles des entreprises (Dataset: SDBS Structural Business Statistics (ISIC Rev. 4)).

Il convient de noter que la définition de l'économie marchande utilisée dans les bases de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles est très différente de celle utilisée dans les chapitres précédents. En Suisse, l'économie marchande exclut les administrations publiques ainsi que les institutions sans but lucratif (ISBLSM) au service des ménages. L'OCDE applique un découpage qui va au-delà de cette définition. Ainsi, outre les administrations et les ISBLSM, le périmètre de consolidation de l'OCDE exclut également l'agriculture, les branches d'intermédiations financières (banques et assurances), les branches d'activités économiques proches de l'État (enseignement, santé et action sociale) ainsi que les branches artistiques, récréatives et des autres activités de services. Les chiffres pour la Suisse ont dès lors été adaptés afin de correspondre au cadre d'analyse de référence de l'OCDE.

Le poids relativement plus important des entreprises d'au moins dix emplois a pour conséquence que la Suisse dispose de PME globalement grandes en comparaison internationale. Il induit également une relative homogénéité de la répartition des emplois entre les différentes classes de taille et une proportion d'emplois au sein des entreprises de 10 à 249 emplois au-dessus de la moyenne des pays considérés (voir graphique G10).

#### Résumé

Avec plus de 99% des unités et près de deux tiers des emplois de l'économie marchande, les PME constituent la pierre angulaire de l'économie suisse. Sur la période 2011 à 2022, on peut relever qu'elles ont évolué de manière presque linéaire avant de connaître une période de fluctuations exceptionnelles entre 2019 et 2022. En effet, après une chute considérable de l'emplois en 2020, les PME se sont bien reprises en 2021 pour ensuite fortifier, en 2022, leur croissance.

La tendance est nettement à la tertiarisation. Cependant, après des années moroses, l'emploi des PME du secteur secondaire a retrouvé le niveau de 2011. En effet, l'année 2022, comme en 2021, est caractérisée par une forte augmentation de l'emploi dans l'économie. Une telle augmentation sur deux années n'a jamais été observée depuis 2011.

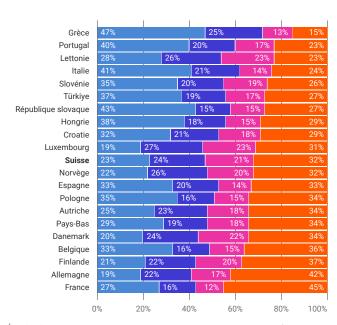
La pandémie impacte toujours l'économie en 2022, notamment dans le domaine de la santé et de l'action sociale, qui est devenu la deuxième branche du pays. Ici, l'emploi des grandes entreprises a continué de progresser dans les «activités hospitalières» et l'«hébergement médicalisé», tandis que l'emploi des PME s'est renforcé dans les autres activités pour la santé humaine, telles que les soins à domicile, les laboratoires médicaux, la psychothérapie ou la psychologie. Les autres branches, notamment liées au tourisme, impactées négativement par la crise, retrouvent petit à petit des niveaux d'emplois proches, voir au-dessus, de la situation avant la pandémie.

Quatre tendances sont soulignées dans cette publication: la place importante des femmes dans les PME, l'importance croissante des très petites entreprises, une implantation en hausse dans les communes urbaines et une contribution relativement importante des PME dans le commerce extérieur de biens. Dans ce dernier cas, l'image est affectée par les facteurs de la taille et de l'appartenance à un groupe d'entreprises.

Finalement, en comparaison internationale, la Suisse se distingue par un tissu économique relativement plus homogène en termes de classes de taille d'entreprise ainsi qu'une part d'emplois dans les PME plus importante.

# Répartition des emplois par classes de taille pour une sélection de pays, en 2022 G10





État des données: 31.10.2024 Source: OECD – SDBS (Structural Business Statistics); OFS – STATENT gr-f-06.02.01.12 © OFS 2024

**Éditeur:** Office fédéral de la statistique (OFS) **Renseignements:** statent@bfs.admin.ch, tél. +41 58 463 62 66

 Rédaction:
 Nicolas Vallon, OFS

 Série:
 Statistique de la Suisse

 Domaine:
 06 Industrie et services

Langue du texte original:

français

Mise en page: Publishing et diffusion PUB, OFS
Graphiques, cartes: Publishing et diffusion PUB, OFS

En ligne: www.statistique.ch
Imprimés: www.statistique.ch

Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, order@bfs.admin.ch, tél. +41 58 463 60 60

Impression réalisée en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2024

La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales

si la source est mentionnée.

Numéro OFS: 1662-2200

Les informations publiées ici contribuent à mesurer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).



#### Système d'indicateurs MONET 2030

www.statistique.ch → Statistiques → Développement durable → Système d'indicateurs MONET 2030